

- Membres théoriques :  
17
- Membres en exercice :  
17
- Membres présents :  
13
- Pouvoirs :  
3
- Votants :  
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**NOUVELLE POLITIQUE IMMOBILIERE –  
BILAN DU GROUPE DE TRAVAIL ET PROPOSITIONS**

Le 15 décembre 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 23 novembre 2017, s'est réuni au Centre départemental de formation à Saint-Valéry-en-Caux sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mme Sophie ALLAIS.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Catherine FLAVIGNY.

MM. Nicolas BERTRAND, Christian DUVAL, Philippe LEROY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

Mme Camille DE WITASSE THEZY, Directrice du SIRACED-PC.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Eric BLOND à Monsieur André GAUTIER

Madame Pierrette CANU à Monsieur Bastien CORITON

Madame Chantal COTTEREAU à Madame Sophie ALLAIS

**Étaient absents excusés :**

Mmes Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE - représentée, Blandine LEFEBVRE - représentée, Florence THIBAudeau RAINOT – représentée.

MM. Eric BLOND, Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Le 17 juin 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) avait pris connaissance du bilan de la précédente politique immobilière et avait acté la nécessité de réactualiser les plans pluriannuels de réhabilitations et de constructions. En effet, le diagnostic mené à l'époque était alarmant et mettait en exergue la nécessité d'actions de la part du Service départemental face à un parc immobilier vieillissant et devenu inadapté aux enjeux des unités territoriales que sont les centres d'incendie et de secours.

Lors de cette réunion, le Conseil d'administration avait également pu acter que le Sdis 76 ne pourrait financer seul ces diverses opérations dont le montant global était déjà estimé à plus de 100 M€. Les contraintes budgétaires imposaient donc la recherche d'un nouveau mode de financement avec une participation active et supplémentaire des principaux contributeurs du Service départemental (*Communes, EPCI et Département*) sous diverses formes (*participation financière aux opérations, mises à disposition de terrains ou de sites aménageables et recherches systématiques de subventions*).

La proposition présentée avait suscité de nombreuses interrogations notamment sur le taux de participation des communes et/ou EPCI aux programmes immobiliers ainsi que les coûts par opération. Ces interrogations ont été partagées par d'autres acteurs du territoire.

Aussi, le Conseil d'administration a validé le 14 décembre 2016 sur proposition du Président qu'il convenait de continuer la réflexion menée jusqu'alors sur la nouvelle politique immobilière (NPI) et de mettre en place un groupe de travail ad hoc afin d'étudier l'ensemble des possibles à retenir, et ce, en cohérence avec la réalité financière actuelle du Sdis.

Le groupe de travail représentatif des acteurs du territoire et du Conseil d'administration dans sa pluralité (*2 représentants du Département, 2 représentants des communes et 2 représentants des EPCI*), fut mis en place dès le 17 mars 2017 et a eu l'occasion de se réunir 5 fois.

Parallèlement à ces travaux de réflexion, des actions immédiates ont été entreprises par le Président quant à la recherche de subventions (*DETR notamment*) après autorisation du Conseil d'administration et au travers d'échanges appuyés avec le Département dans le cadre de la rédaction de la convention d'objectifs entre le Sdis 76 et le Département.

Pour répondre aux objectifs poursuivis par le groupe de travail, ont été fixées les lignes directrices suivantes :

- arrêter une définition de la nouvelle politique immobilière,
- déterminer le cadre juridique envisageable et pertinent pour la NPI,
- déterminer le périmètre de la NPI, les hypothèses de financement et in fine fixer les priorités en matière de constructions/reconstructions et de réhabilitations sur la base de critères validés par le groupe et sur la base des coûts prévisionnels des programmes projetés par type de centres dont les surfaces ont été optimisées.

La nouvelle politique immobilière a été définie par le groupe de travail comme toutes les opérations de travaux réalisées sur des bâtiments liés à l'activité opérationnelle pour lesquelles le terrain viabilisé aura fait l'objet d'une cession au Sdis 76 à l'euro symbolique et dont les travaux commenceront à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La détermination du périmètre à 45 opérations pour un montant global de 112 860 660 € TTC a permis au groupe de travail d'acter que le Sdis 76 ne pourra financer seul l'ensemble des opérations. Au regard de ses capacités d'auto financement et d'emprunt, si le Sdis 76 était contraint de porter seul la NPI, l'ensemble des projets ne serait pas mis en œuvre avant 2060. L'impossibilité d'attendre aussi longtemps a convaincu le Département d'apporter son soutien financier à cette politique ambitieuse.

Ainsi, la participation du Département au plan pluriannuel d'investissement du Sdis 76 à hauteur de 10 % du montant HT des opérations (*hors valeurs d'acquisition du terrain*) viendra abonder le portage réalisé par le Sdis et sera intégrée à la convention pluriannuelle d'objectifs et de financement entre le Sdis 76 et le Département pour les années 2018 à 2021.

Parallèlement, le groupe de travail n'a pu aboutir à un consensus sur le volet de la péréquation et du taux directeur de participation. En effet, l'absence d'un cadre juridique contraignant, permettant d'envisager une participation financière du bloc communal à l'échelon départemental sous forme de contributions d'investissement au profit de la NPI aboutit à ce que la participation financière ne puisse se réaliser que sous la forme d'un engagement volontaire des communes et/ou EPCI.

De ce fait, le Sdis 76 est contraint de réduire la liste des opérations prioritaires au regard de ses capacités de financement. A l'horizon des 10 prochaines années, le Sdis et le Département seront en capacité de développer un programme de travaux à hauteur de 40 M€, soit 12 opérations finançables.

Les acteurs du territoire qui souhaiteront s'engager auprès du Sdis 76 dans le financement des travaux pourront naturellement le faire par la voie conventionnelle. Les conventions de financements seront arrêtées en Bureau du conseil d'administration au fur et à mesure des opportunités. Un retour sera régulièrement réalisé au Conseil d'administration sur les conventionnements présentés et validés par le Bureau du conseil d'administration.

\*

\*\*

Dans ce contexte et au regard des conclusions du groupe de travail, il vous est proposé de :

- valider la définition de la NPI,
- arrêter la liste des opérations prioritaires pour le Sdis 76 figurant à l'annexe ci-jointe,
- autoriser le président à entreprendre toutes les démarches et signer les actes nécessaires à ces opérations dont les conventions de financement.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

  
**André GAUTIER**

## Annexe 1

Listes des priorités de la NPI
AUMALE
BOSC LE HARD
CANY-BARVILLE
DUCLAIR
FECAMP
GOURNAY EN BRAY
LES GRANDES VENTES
LE HAVRE SUD
MONTIVILLIERS
MONTVILLE
MALAUNAY
YVETOT

*\* La présente liste pourra faire l'objet de propositions de révisions auprès du Conseil d'administration en cas d'opportunités ou de contraintes nouvelles d'origine financière, technique, opérationnelle ou foncière*

**CONVENTION ENTRE LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME ET LA « COMMUNE ET/OU EPCI » POUR LA « REHABILITATION, RECONSTRUCTION ou CONSTRUCTION » DU CIS DE XXX**

**Entre :**

**LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME** dont le siège est situé 6, rue du Verger - CS 40078 - 76192 YVETOT CEDEX.

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président du Conseil d'administration du Sdis et conformément à l'arrêté n°2015 / AGAJ – 53 portant désignation du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine- Maritime.

Ci-après dénommé « Sdis 76 »

d'une part,

**ET**

La Commune de \_\_\_\_\_ dont le siège est situé à \_\_\_\_\_, représentée par Mr ou Mme \_\_\_\_\_ agissant en qualité de \_\_\_\_\_ et conformément à la délibération du Conseil municipal en date du \_\_\_\_\_,

Ci-après dénommée « \_\_\_\_\_ »

**ET/OU**

L'EPCI \_\_\_\_\_ dont le siège est situé à \_\_\_\_\_, représentée par Mr ou Mme \_\_\_\_\_ agissant en qualité de \_\_\_\_\_ et conformément à la délibération du Conseil communautaire en date du \_\_\_\_\_,

Ci-après dénommée « \_\_\_\_\_ »

Ci-après désignées ensemble « les Parties »

d'autre part,

Vu la délibération 2017-CA-\_\_\_\_\_ du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 15 décembre 2017 portant sur la Nouvelle Politique Immobilière ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

### **ARTICLE 1 - Objet de la convention**

La présente convention définit les engagements des parties pour la réalisation et le financement et prévoit les modalités de participation de la Commune et / ou de l'EPCI au financement de l'opération de « réhabilitation / reconstruction / construction » du Cis de [REDACTED].

### **ARTICLE 2 - Terrain d'assiette de l'opération**

Le Sdis 76 ne participera au financement des opérations qu'à la condition de maîtriser l'emprise foncière servant d'assiette aux travaux.

*L'opération objet de la convention peut relever de trois situations :*

- *le Cis appartient en pleine propriété au Sdis 76 (réhabilitation ou reconstruction sur site déjà cédé au Sdis 76) :*

La présente convention vise à valoriser l'apport du terrain.

Ou

- *le Cis est actuellement mis à disposition du Sdis par la Commune (réhabilitation ou reconstruction) :*

Il sera procédé préalablement à une cession à l'euro symbolique du terrain ou de l'ensemble immobilier ainsi que sa valorisation comme apport dans l'opération.

Ou

- *le terrain n'est pas propriété du Sdis (construction / reconstruction) :*

Il sera procédé à une cession à l'euro symbolique préalable du terrain ou de l'ensemble immobilier. Celui-ci devra être viabilisé, relié au réseau d'assainissement et dépollué le cas échéant.

Cette opération vise à *détailler*

La maîtrise d'ouvrage est portée par [REDACTED].

Le montant total de cette opération est estimé à [REDACTED] € TTC.

### **ARTICLE 3 – Montant de la subvention pour la tranche travaux**

La ou les subventions pour la réalisation des actions visées à l'article 1<sup>er</sup> s'élève(nt) au maximum à [REDACTED] € (répartition à détailler si plusieurs financeurs).

La subvention s'élève donc à [REDACTED] % des dépenses prévisionnelles de la tranche de travaux.

Si le budget définitif de l'action subventionnée est supérieur au budget prévisionnel indiqué à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la subvention sera plafonnée au montant indiqué au premier alinéa du présent article.

Si le budget définitif de l'action subventionnée est inférieur au budget prévisionnel indiqué à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la subvention sera calculée au prorata du budget définitif.

#### **ARTICLE 4 – Modalités de versement**

La subvention sera versée sur un compte ouvert au nom du Sdis 76 qui s'engage à fournir un RIB de ce compte, dès la notification de la présente convention.

Elle sera appelée par la Sdis 76 dans les conditions suivantes :

- 3 acomptes au fur et à mesure du déroulement de la tranche travaux calculés sur la base du montant prévisionnel de cette tranche et sans pouvoir dépasser 75 % de la subvention d'équipement allouée,
- le solde sur présentation d'un état récapitulatif détaillé des dépenses réalisées (objet, numéro de mandat), conformément au projet défini à l'article 1<sup>er</sup>, certifié exact par le Président du Conseil d'administration du Sdis ou son représentant.

Si le montant de subvention calculé au prorata des dépenses est inférieur au montant du ou des acompte(s) versé(s), un titre de recettes sera émis à l'encontre du Sdis 76 pour le montant trop perçu.

#### **ARTICLE 5 – Engagements du Sdis 76**

Le Sdis 76 s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur,
- à solliciter la désignation d'un représentant unique pour l'ensemble des parties extérieures finançant l'opération, ayant vocation à intégrer le jury de désignation du Maître d'œuvre.
- à fournir, sur demande et au fur et à mesure du versement des acomptes de la subvention, tel que prévu à l'article 4, toutes pièces justificatives de l'utilisation de la subvention, conformément aux actions prévues à l'article 1<sup>er</sup>.
- à faciliter le contrôle par la commune ou l'EPCI ou par toute autre personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- à conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans.

#### **ARTICLE 6 – Communication**

Le Sdis 76 s'engage à valoriser le concours de la Commune et / ou l'EPCI, notamment lors des opérations de communication externe, selon les modalités suivantes :

- intégration, de façon lisible et apparente, du logotype de la Commune et / ou l'EPCI (signalétique ponctuelle ou permanente, panneaux de chantier, affiches, dossiers de presse, panneaux d'exposition, mailing, internet...)

- mention, lors de toute opération de communication relative au projet déterminé à l'article 1<sup>er</sup> du soutien de la Commune et / ou l'EPCI (pose de première pierre, inauguration, opération presse et de relations publiques notamment), invitation des représentants de la Commune et / ou l'EPCI à ces opérations,
- prise de parole lors des opérations de communication susvisées, dans le respect du protocole républicain.

Le Sdis 76 autorise, par ailleurs, la Commune et / ou l'EPCI à citer le projet subventionné dans sa communication interne ou externe.

Le Sdis 76 s'interdit d'utiliser son image et celle de la collectivité dans tout domaine pouvant nuire à l'ordre public, aux bonnes mœurs et à l'image de la Commune et / ou l'EPCI.

#### **ARTICLE 7- Durée**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties. Elle prend fin à compter de l'encaissement du solde de la subvention accordée.

#### **ARTICLE 8 - Avenants**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de l'article 1. Aucune entente verbale, ne peut lier les parties à cet effet.

#### **ARTICLE 9 - Litiges**

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe de droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le Tribunal Administratif de Rouen, en ce cas, est le tribunal compétent.

Fait en [ ] exemplaires originaux, le

Monsieur le Maire de la Commune [ ],

Pour le Service départemental d'incendie et  
de secours de la Seine-Maritime,  
Le Président du Conseil d'administration,

**André GAUTIER**

Monsieur le Président de l'EPCI [ ],

DEPENSES	MONTANT TTC	% de l'opération totale	RECETTES	MONTANT	% de l'opération totale
Valeur foncière du terrain (suivant estimation France Domaine en cas de cession ou toute méthode d'évaluation en cas de cession antérieure)			Apport de la Commune ou de l'EPCI valorisé		
Frais de viabilisation					
<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AU TERRAIN</b>	<b>- €</b>		<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AU TERRAIN</b>	<b>- €</b>	
Etudes préliminaires			Commune A		
			Commune B		
			Commune C		
Maîtrise d'œuvre et bureau d'études			EPCI X		
			EPCI		
			FCTVA		
Travaux (dont équipements)			DETR		
			Conseil départemental 10% de la tranche travaux		
Divers et imprévues			Autres recettes		
			Participation du SDIS		
<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AUX TRAVAUX</b>	<b>- €</b>		<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AUX TRAVAUX</b>	<b>- €</b>	
<b>TOTAL DE L'OPERATION</b>	<b>- €</b>		<b>TOTAL DE L'OPERATION</b>	<b>- €</b>	